

## Objet – Description de la thèse de doctorat

**Titre du projet :** Délinquances politico-corporatives au sein de l'industrie de la construction et des municipalités québécoises

**Descriptif du projet :** La recherche origine d'un vaste scandale politico-financier ayant touché l'industrie de la construction et les milieux politiques au Québec de la fin des années 2000 (à travers les allégations de corruption et de collusion soulevées par les médias) à la fin novembre 2015 (avec le dépôt du rapport final de la Commission d'enquête sur l'octroi et la gestion des contrats publics dans l'industrie de la construction, ci-après CEIC). L'argument principal développé à travers la thèse est qu'à travers ces années de scandales, le Québec transita d'une province historiquement perçue et considérée comme la terre mythique de la corruption au Canada (Patriquin, 2010; Huntington, 2009 : 258) à une province développant une des structures anticorruptions les plus sophistiquées au Canada. La thèse est construite comme une étude de cas qui s'intègre aux trois grandes sphères de l'étude du phénomène criminel telles que définies par Sutherland et Cressey, à savoir « *the study of the making of laws, the breaking of laws, and of reactions to the breaking of laws* » (1947: 1).

Dans l'étude « *of the breaking of laws* », le concept de crime étatico-corporatif (traduction de *state-corporate crime*; Kramer et Michalowski, 2006) a été appliqué afin d'illustrer l'aspect hautement symbiotique des systèmes criminels alimentés à travers une interaction fondamentale entre poursuite d'intérêts publics et poursuite d'intérêts privés. De tels systèmes furent en effet identifiés dans plusieurs municipalités du Québec. Pour cette partie de la thèse, les données relatives à l'ensemble des contrats de construction octroyés par appels d'offres publics par la ville de Laval dans son histoire (1965-2013) furent recueillies et analysées à travers diverses mesures de réseaux. Des entretiens semi-directifs avec des acteurs issus de diverses autorités règlementaires furent également réalisés. La combinaison de ces méthodes a permis d'évaluer l'aspect historique des délinquances recensées au sein de la municipalité, avec des indicateurs de collusion qui remontent aussi loin qu'à la création de la municipalité dans les années 1960.

Dans l'étude « *of the making of laws* », un modèle d'analyse intégratif emprunté au domaine de la sociologie de l'action publique (Lascoumes et LeGalès, 2012) fut utilisé pour mettre en relief les forces structurelles, organisationnelles et individuelles derrière la constitution du scandale québécois. Cette deuxième grande section de la thèse illustre comment ce scandale s'insère dans des tendances nationales et internationales de sensibilisation accrue du public et d'intensification des contrôles à l'égard des actes criminels révélés à travers l'action des médias et de la CEIC.

Enfin, dans l'étude « *of reactions to the breaking of laws* », des entretiens semi-directifs furent réalisés avec 22 acteurs issus d'agences règlementaires créées à la suite du scandale : l'Unité permanente anticorruption (UPAC), le Bureau de l'inspecteur général de la ville de Montréal (BIG), de même que le Bureau d'intégrité et d'éthique de Laval (BIEL). Cette dernière section illustre comment la transition d'une scène règlementaire permissive et hautement déficiente à un environnement règlementaire axée sur une mobilisation sans précédent de ressources policières, sur le partage d'information, ainsi que sur la poursuite des agissements répréhensibles au pénal s'est accomplie – et s'accomplit toujours – à travers de nombreux défis pour les agences de contrôle.

## Références

- Huntington, S.P. (2009). Modernization and Corruption. Dans A.J. Heidenheimer & M. Johnston (Dir.), *Political Corruption: Concepts & Contexts* (pp. 253-263). New Brunswick, NJ: Transaction Publishers.
- Kramer, R.C., et Michalowski, R.J. (2006). The Original Formulation. Dans R.J. Michalowski et R.C. Kramer (Dir.), *State-Corporate Crime: Wrongdoing at the Intersection of Business & Government* (pp. 18-26). New Brunswick: Rutgers University Press.
- Lascoumes, P., et Le Galès, P. (2012). *Sociologie de l'action publique*. Paris, France: Colin.
- Patriquin, M. (2010, 24 septembre). Quebec: The most corrupt province. Why does Quebec claim so many of the nation's political scandals? *Maclean's*. Repéré à <http://www.macleans.ca/news/canada/the-most-corrupt-province/>
- Sutherland, E.H., et Cressey, D.R. (1947). *Principles of criminology*. Philadelphia, PA: Lippincott.